



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.156/4
du 30 mars 2020

advies 67.156/4
van 30 maart 2020

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant
dérogation temporaire aux
règles établies pour
l'organisation des jeux de la
Loterie Nationale en cas de
circonstances exceptionnelles'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot tijdelijke afwijking
van de vastgestelde regels bij
de organisatie van de spelen
van de Nationale Loterij in
uitzonderlijke
omstandigheden'

Le 24 mars 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de la Fonction publique, chargé de la Loterie nationale et de la Politique scientifique à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'portant dérogation temporaire aux règles établies pour l'organisation des jeux de la Loterie Nationale en cas de circonstances exceptionnelles'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 30 mars 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 mars 2020.

*

Op 24 maart 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en minister van Begroting en van Ambtenarenzaken, belast met de Nationale Loterij en Wetenschapsbeleid verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot tijdelijke afwijking van de vastgestelde regels bij de organisatie van de spelen van de Nationale Loterij in uitzonderlijke omstandigheden'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 30 maart 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 maart 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Er wordt om de spoedbehandeling van het advies over dit ontwerp verzocht, gelet op het feit dat de regering dringende maatregelen heeft genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID – 19 te beperken. Deze aard van maatregelen hebben een impact op de continuïteit van de dienstverlening van de Nationale Loterij. Het is bijgevolg noodzakelijk om spoedig de nodige, tijdelijke maatregelen te treffen ten aanzien van de aangeboden spelen van de Nationale Loterij ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

1. Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la motivation de l'urgence figurant dans la demande d'avis doit être reproduite dans le préambule de l'arrêté.

En l'espèce, cette exigence n'est qu'imparfaitement respectée.

2. Invité à préciser à quelles dispositions réglementaires le projet permet à la Loterie nationale de déroger, le délégué du Ministre a répondu :

« Voici les dispositions auxquelles la Loterie Nationale devrait pouvoir déroger. Vu l'urgence, il ne m'était pas possible de les mentionner dans l'AR.

– le nombre de tirages par semaine :

EuroMillions: art. 4, § 1, 14° [lire 15°] de l'AR EuroMillions du 01.04.2016: 'Sauf circonstances exceptionnelles, les deux tirages 'EuroMillions' hebdomadaires communs à toutes les Loteries Participantes sont effectués l'un le mardi soir et l'autre le vendredi soir, à condition que les critères de participation concernés aient été respectés'.

Lotto : art. 2 de l'AR Lotto du 21 mars 2018

Joker+: art. 3 de l'AR Joker+ du 4 mars 2015

Keno: art. 2 de l'AR Keno du 18 janvier 2018 [lire 2008]

Pick3: art. 2 de l'AR Pick3 du 9 aout 2002

– le moment des tirages ;

EuroMillions: art. 4, § 1, 14° [lire 15°] de l'AR EuroMillions: 'Sauf circonstances exceptionnelles, les deux tirages 'EuroMillions' hebdomadaires communs à toutes les Loteries Participantes sont effectués l'un le mardi soir et l'autre le vendredi soir, à condition que les critères de participation concernés aient été respectés'.

Lotto : art. 2 de l'AR Lotto

Joker+ : art. 3 de l'AR Joker+

Keno : art. 2 de l'AR Keno

Pick3 : art. 2 de l'AR Pick3

– le montant du Jackpot du premier tirage dans un cycle et le montant du Jackpot au prochain tirage dans le cas où le Jackpot n'est pas gagné ;

EuroMillions : le montant du Jackpot du premier tirage dans un cycle (17 millions d'euros) est convenu avec les loteries participantes à EuroMillions et n'est pas prévu comme tel dans l'AR. Le montant du Jackpot au prochain tirage dans le cas où le Jackpot n'est pas gagné est prévu à l'art. 18, § 1, al.1^{er} et art. 4, § 1^{er}, 5^o

Lotto : art. 7, 1^o et art. 8 de l'AR Lotto

Joker+ : art. 27 de l'AR Joker+ (le montant du Jackpot au prochain tirage dans le cas où le Jackpot n'est pas gagné reste le même)

Keno : art. 13, § 3 et § 4 et annexe 1 de l'AR Keno (le montant du rang 1 au prochain tirage dans le cas où le rang 1 n'est pas gagné reste le même)

Pick3 : pas d'application

– les montants des lots forfaitaires ;

EuroMillions: pas d'application, car il n'y a pas de lots forfaitaires au jeu commun d'EuroMillions.

Lotto : art. 7, 7^o, 8^o, 9^o de l'AR Lotto

Joker+ : art. 27 de l'AR Joker+

Keno : art. 13, § 3 et § 4 et annexe 1 de l'AR Keno

Pick3 : art. 14 de l'AR Pick3

– la possibilité de participer à plusieurs tirages futurs, le nombre de tirages successifs auxquels le joueur peut participer, et la participation en mode continu à des tirages successifs ;

Pour Lotto et EuroMillions c'est prévu de manière générale dans l'art. 5/1 de l'AR EuroMillions et dans l'art. 21 de l'AR Lotto et de manière spécifique dans un règlement du Comité de direction de la Loterie Nationale (publiés au *Moniteur belge*) et qui sera également modifié (art. 2, § 1 et § 2 et art. 9, § 4 des Règles de participation d'EuroMillions du 23 octobre 2019 ; art. 2, § 1 et art. 16 des Règles de participation du Lotto du 14 mars 2018)

Mais pour les jeux Joker+, Keno et Pick3, c'est toujours prévu dans les AR respectifs : art. 10 et art. 22, § 1 de l'AR Joker+ ; art. 5, § 2 et art. 11/1, § 4 de l'AR Keno ; art. 5, § 2 et 12/1, § 3 de l'AR Pick3

– les pourcentages des mises destinées aux fonds :

EuroMillions: art. 4, § 1^{er}, 5^o de l'AR EuroMillions

Lotto : art. 7, 1^o et 10^o de l'AR Lotto

Joker+ : art. 30 de l'AR Joker+

Keno : pas d'application

Pick3 : art. 14bis de l'AR Pick3 ».

3. Le dispositif à l'examen entend attribuer à la Loterie nationale, société anonyme de droit public¹ chargée par la loi du 19 avril 2002 'relative à la rationalisation du fonctionnement de la gestion de la Loterie nationale' « d'organiser, dans l'intérêt général et selon des méthodes commerciales, les loteries publiques, et concours dans les formes et selon les modalités générales fixées par le Roi, sur la proposition du ministre »², le pouvoir de déroger à une série de règles fixées dans des arrêtés royaux et applicables à ses jeux de tirage.

Il semble que la portée du dispositif ne vise pas ou pas seulement à permettre à la Loterie nationale, pour tenir compte des circonstances exceptionnelles résultant de la situation de crise sanitaire, de déroger aux règles applicables dans le cadre de l'organisation d'une loterie en particulier, mais entend confier à Loterie nationale, compte tenu de la crise sanitaire précitée et pour la durée de cette crise, le pouvoir d'établir des règles dérogatoires destinées à s'appliquer à l'ensemble des jeux mentionnés à l'article 1^{er} du projet.

L'intention de l'auteur du projet est donc de confier à la Loterie nationale, qui est une société anonyme de droit public, un pouvoir limité de nature réglementaire.

Il ressort de la jurisprudence de la section de législation qu'en vertu de l'article 108 de la Constitution, le pouvoir réglementaire d'exécution des lois appartient au Roi. S'il est admis que ce pouvoir puisse à certaines conditions être confié directement à un ministre, il ne peut en principe l'être à des autorités tierces, tel une société anonyme de droit public. Certaines exceptions au principe selon lequel le pouvoir réglementaire doit être exercé par le Roi, ou par un ministre dans les limites d'une délégation admissible, sont toutefois admises, notamment lorsque la technicité particulière de la matière à régler le justifie.

Il apparaît à la section de législation qu'on ne peut pas non plus exclure la validité d'une délégation de compétence réglementaire appartenant au Roi à une autre autorité qu'un ministre, lorsqu'il existe des circonstances exceptionnelles dont il ressort que l'exercice du pouvoir réglementaire pour faire face à des situations d'urgence ne peut plus s'opérer de manière opérationnelle et effective à l'intervention du Roi ou d'un ministre.

C'est dans le contexte d'une justification de cette nature que le projet d'arrêté royal soumis à examen s'inscrit et c'est à la lumière d'une telle justification qu'il paraît, dans son principe, pouvoir être admis.

À cet égard, il appartient toutefois à l'auteur du projet de pouvoir justifier de manière concrète et circonstanciée, d'une part, que les circonstances exceptionnelles dues à la crise sanitaire justifient chacune des attributions de compétence réglementaire envisagées par le projet d'arrêté et, d'autre part, que pour l'ensemble des attributions envisagées, aussi bien le Roi que le ministre compétent se trouvent dans l'impossibilité d'exercer eux-mêmes de façon opérationnelle les compétences réglementaires limitées qu'il est envisagé de confier à la Loterie nationale.

¹ Article 4, § 1^{er}, de la loi du 19 avril 2002 'relative à la rationalisation du fonctionnement de la gestion de la Loterie nationale'.

² Article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 avril 2002.

Il conviendrait qu'un rapport au Roi explicite clairement ces éléments ainsi que le cadre précis ³ dans lequel la Loterie nationale est autorisée à exercer les pouvoirs que lui délègue le projet à l'examen. Ce rapport au Roi sera publié au *Moniteur belge* accompagné du présent avis.

En tout état de cause, en l'état du dossier et compte tenu du délai d'extrême urgence dans lequel elle est saisie, la section de législation n'est pas en mesure de se prononcer en connaissance de cause quant à savoir si cette condition est remplie.

4. Par ailleurs, sachant que le dispositif envisagé n'est admissible que tant que durent les circonstances exceptionnelles sur lesquelles il se fonde, il conviendrait que ce dispositif soit complété par une disposition réglant de manière plus explicite la période de temps pendant laquelle la Loterie nationale est investie de compétences réglementaires, étant entendu que le Roi pourrait toujours prolonger la période initiale d'une nouvelle période déterminée, si les circonstances le justifiaient.

Il convient également d'observer que le régime particulier de publicité des règlements adoptés par la Loterie nationale, qu'envisage l'article 1^{er}, § 2, n'est admissible que pour autant que les modes de publicité alternatifs envisagés permettent effectivement aux personnes concernées de prendre aisément et en temps utile connaissance des nouvelles règles.

Enfin, il est rappelé que la Loterie nationale, dans l'exercice des compétences qui lui sont confiées, n'est évidemment aucunement déliée des obligations que lui imposent l'ensemble des normes de droit supérieur et spécialement celles résultant des principes d'égalité et de non-discrimination, de la loi du 19 avril 2002³ et de l'ensemble des dispositions réglementaires pour lesquelles elle ne dispose pas, sur la base de l'arrêté en projet, d'aucun pouvoir de dérogation.

*

³ À cet effet, l'auteur du projet vérifiera que les dispositions des différents arrêtés royaux auxquels le délégué du Ministre réfère dans sa réponse sont correctement identifiées.

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

“Er wordt om de spoedbehandeling van het advies over dit ontwerp verzocht, gelet op het feit dat de regering dringende maatregelen heeft genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID – 19 te beperken. Deze aard van maatregelen hebben een impact op de continuïteit van de dienstverlening van de Nationale Loterij. Het is bijgevolg noodzakelijk om spoedig de nodige, tijdelijke maatregelen te treffen ten aanzien van de aangeboden spelen van de Nationale Loterij”.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Overeenkomstig artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State dient de motivering van het spoedeisende karakter die in de adviesaanvraag wordt opgegeven, in de aanhef van het besluit te worden overgenomen.

In casu is dat vereiste evenwel niet helemaal vervuld.

2. Op de vraag van welke verordeningsbepalingen de Nationale Loterij volgens het ontwerp precies mag afwijken, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Voici les dispositions auxquelles la Loterie Nationale devrait pouvoir déroger. Vu l’urgence, il ne m’était pas possible de les mentionner dans l’AR.

– le nombre de tirages par semaine :

EuroMillions: art. 4, § 1, 14° [lire 15°] de l’AR EuroMillions du 01.04.2016: ‘Sauf circonstances exceptionnelles, les deux tirages 'EuroMillions' hebdomadaires communs à toutes les Loteries Participantes sont effectués l’un le mardi soir et l’autre le vendredi soir, à condition que les critères de participation concernés aient été respectés’.

Lotto : art. 2 de l’AR Lotto du 21 mars 2018

Joker+: art. 3 de l’AR Joker+ du 4 mars 2015

Keno: art. 2 de l’AR Keno du 18 janvier 2018 [lire 2008]

Pick3: art. 2 de l’AR Pick3 du 9 aout 2002

– le moment des tirages ;

EuroMillions: art. 4, § 1, 14° [lire 15°] de l’AR EuroMillions: ‘Sauf circonstances exceptionnelles, les deux tirages 'EuroMillions' hebdomadaires communs à toutes les Loteries Participantes sont effectués l’un le mardi soir et l’autre le vendredi soir, à condition que les critères de participation concernés aient été respectés’.

Lotto : art. 2 de l'AR Lotto

Joker+ : art. 3 de l'AR Joker+

Keno : art. 2 de l'AR Keno

Pick3 : art. 2 de l'AR Pick3

– le montant du Jackpot du premier tirage dans un cycle et le montant du Jackpot au prochain tirage dans le cas où le Jackpot n'est pas gagné ;

EuroMillions : le montant du Jackpot du premier tirage dans un cycle (17 millions d'euros) est convenu avec les loteries participantes à EuroMillions et n'est pas prévu comme tel dans l'AR. Le montant du Jackpot au prochain tirage dans le cas où le Jackpot n'est pas gagné est prévu à l'art. 18, § 1, al.1^{er} et art. 4, § 1^{er}, 5^o

Lotto : art. 7, 1^o et art. 8 de l'AR Lotto

Joker+ : art. 27 de l'AR Joker+ (le montant du Jackpot au prochain tirage dans le cas où le Jackpot n'est pas gagné reste le même)

Keno : art. 13, § 3 et § 4 et annexe 1 de l'AR Keno (le montant du rang 1 au prochain tirage dans le cas où le rang 1 n'est pas gagné reste le même)

Pick3 : pas d'application

– les montants des lots forfaitaires ;

EuroMillions: pas d'application, car il n'y a pas de lots forfaitaires au jeu commun d'EuroMillions.

Lotto : art. 7, 7^o, 8^o, 9^o de l'AR Lotto

Joker+ : art. 27 de l'AR Joker+

Keno : art. 13, § 3 et § 4 et annexe 1 de l'AR Keno

Pick3 : art. 14 de l'AR Pick3

– la possibilité de participer à plusieurs tirages futurs, le nombre de tirages successifs auxquels le joueur peut participer, et la participation en mode continu à des tirages successifs ;

Pour Lotto et EuroMillions c'est prévu de manière générale dans l'art. 5/1 de l'AR EuroMillions et dans l'art. 21 de l'AR Lotto et de manière spécifique dans un règlement du Comité de direction de la Loterie Nationale (publiés au *Moniteur belge*) et qui sera également modifié (art. 2, § 1 et § 2 et art. 9, § 4 des Règles de participation d'EuroMillions du 23 octobre 2019 ; art. 2, § 1 et art. 16 des Règles de participation du Lotto du 14 mars 2018)

Mais pour les jeux Joker+, Keno et Pick3, c'est toujours prévu dans les AR respectifs : art. 10 et art. 22, § 1 de l'AR Joker+ ; art. 5, § 2 et art. 11/1, § 4 de l'AR Keno ; art. 5, § 2 et 12/1, § 3 de l'AR Pick3

– les pourcentages des mises destinées aux fonds :

EuroMillions: art. 4, § 1^{er}, 5^o de l'AR EuroMillions

Lotto : art. 7, 1^o et 10^o de l'AR Lotto

Joker+ : art. 30 de l'AR Joker+

Keno : pas d'application

Pick3 : art. 14bis de l'AR Pick3”.

3. Aan de Nationale Loterij, naamloze vennootschap van publiek recht¹ die er bij de wet van 19 april 2002 ‘tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij’ mee wordt belast “in het algemeen belang en volgens handelsmethodes, de openbare loterijen, en wedstrijden te organiseren in de vormen en volgens de algemene regels bepaald door de Koning op voordracht van de minister”² wordt bij het voorliggende dispositief de bevoegdheid verleend af te wijken van een reeks regels die in koninklijke besluiten zijn vastgesteld en die op die loterijspelen van toepassing zijn.

Het dispositief lijkt er dus niet, of niet enkel, toe te strekken dat de Nationale Loterij met het oog op de uitzonderlijke omstandigheden die uit de gezondheidscrisis voortkomen, kan afwijken van de regels die voor de organisatie van een specifieke loterij gelden. De bedoeling lijkt eerder te zijn om, gelet op die gezondheidscrisis en voor de duurtijd ervan, aan de Nationale Loterij de bevoegdheid te verlenen om afwijkende regels vast te stellen voor alle spelen die in artikel 1 van het ontwerp worden vermeld.

De steller van het ontwerp wil dus de Nationale Loterij, die een naamloze vennootschap van publiek recht is, een beperkte verordenende bevoegdheid verlenen.

Uit de adviespraktijk van de afdeling Wetgeving blijkt dat de verordenende bevoegdheid om aan de wetten uitvoering te geven krachtens artikel 108 van de Grondwet bij de Koning berust. Die bevoegdheid kan onder bepaalde voorwaarden weliswaar rechtstreeks aan een minister worden verleend, maar in principe niet aan derde overheden zoals een naamloze vennootschap van publiek recht. Op het principe dat de verordenende bevoegdheid door de Koning of, binnen de grenzen van een aanvaardbare delegatie, door een minister moet worden uitgevoerd, kunnen evenwel bepaalde uitzonderingen worden toegestaan, met name op grond van de bijzonder technische aard van de aangelegenheid.

Volgens de afdeling Wetgeving is een delegatie van een verordenende bevoegdheid van de Koning aan een andere overheid dan een minister mogelijk geldig wanneer de Koning of een minister vanwege uitzonderlijke omstandigheden de verordenende bevoegdheid om noodsituaties het hoofd te bieden niet meer op werkbare en doeltreffende wijze kan uitoefenen.

Het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit past in de context van een dergelijke rechtvaardiging en lijkt in dat licht principieel aanvaardbaar te zijn.

De steller van het ontwerp dient in dat verband echter concreet en omstandig te kunnen rechtvaardigen, enerzijds, dat elke opdracht van verordenende bevoegdheid waarin het ontwerpbesluit voorziet, op de uitzonderlijke omstandigheden ten gevolge van de gezondheidscrisis steunt, en, anderzijds, dat voor alle beoogde bevoegdheidsopdrachten zowel de Koning als de bevoegde minister zich in de onmogelijkheid bevindt om de beperkte verordenende bevoegdheden die men aan de Nationale Loterij wenst te verlenen, zelf op werkbare wijze uit te oefenen.

¹ Artikel 4, § 1, van de wet van 19 april 2002 ‘tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij’.

² Artikel 3, § 1, eerste lid, van de wet van 19 april 2002.

Die elementen, alsook het precieze kader³ waarin de Nationale Loterij wordt gemachtigd de bevoegdheden uit te oefenen die het voorliggende ontwerp haar verleent, zouden duidelijk moeten worden geëxpliciteerd in een verslag aan de Koning. Dat verslag moet samen met dit advies in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

Hoe dan ook is de afdeling Wetgeving bij de huidige stand van het dossier en gelet op het spoedeisende karakter van de adviesaanvraag, niet in staat zich met kennis van zaken uit te spreken over de vraag of die voorwaarde vervuld is.

4. In de wetenschap dat het ontworpen dispositief alleen aanvaardbaar is zolang de uitzonderlijke omstandigheden die er de grondslag van vormen blijven voortduren, dient dat dispositief voorts te worden aangevuld met een bepaling die nauwkeuriger de periode vaststelt waarin aan de Nationale Loterij verordenende bevoegdheden worden verleend, met dien verstande dat de Koning de aanvankelijke periode nog altijd kan verlengen met een nieuwe welbepaalde periode, indien de omstandigheden dat rechtvaardigen.

Ook dient te worden opgemerkt dat de bijzondere regeling inzake de bekendmaking van de verordeningen die door de Nationale Loterij worden vastgesteld, vermeld in artikel 1, § 2, alleen aanvaardbaar is voor zover de beoogde alternatieve wijzen van bekendmaking, de betrokkenen werkelijk in staat stellen gemakkelijk en tijdig kennis te nemen van de nieuwe regels.

Ten slotte wordt erop gewezen dat de Nationale Loterij in de uitoefening van de bevoegdheden die haar worden verleend, uiteraard moet blijven voldoen aan de verplichtingen die alle hogere rechtsnormen haar opleggen, en meer bepaald aan de verplichtingen die voortvloeien uit de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie, uit de wet van 19 april 2002 en uit alle verordeningsbepalingen waarvoor ze op basis van het ontworpen besluit niet de bevoegdheid heeft om ervan af te wijken.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

³ De steller van het ontwerp moet daartoe nagaan of de bepalingen van de verschillende koninklijke besluiten waarnaar de gemachtigde van de minister in zijn antwoord verwijst, correct zijn opgegeven.